



Bulletin électronique d'information du ministère du Travail

Volume 7, n° 3 – Juin 2010

NOUVELLES DU MINISTÈRE ET DE SES ORGANISMES

Négociations dans le secteur public : les médiateurs du Ministère appelés à intervenir

Les négociations actuelles dans les secteurs public et parapublic sont encadrées par un mécanisme particulier qui prévoit notamment le recours obligatoire à la médiation comme étape préalable à l'acquisition du droit de grève. La négociation des salaires est toutefois exclue de ce processus. Les médiateurs du ministère du Travail mettent leurs connaissances et leur expérience au service des parties patronales et syndicales dans la recherche d'un règlement. À défaut d'une entente, après 60 jours à compter de sa nomination, le médiateur fait rapport aux parties. Ces rapports sont rendus publics dans le site Internet du Ministère au fur et à mesure de leur publication.

Syndicalisation des travailleurs agricoles : requête en révision judiciaire

Le 16 avril 2010, la Commission des relations du travail (CRT) reconnaissait le droit d'association syndicale des travailleurs agricoles en déclarant inconstitutionnel le cinquième alinéa de l'article 21 du *Code du travail* qui empêche les personnes employées à l'exploitation d'une ferme de se syndiquer. Dans le même esprit, la Commission acceptait l'accréditation syndicale des employés de la Ferme Johanne L'Écuyer & Pierre Locas de Mirabel. Or, le 24 mai, l'employeur déposait une requête en révision judiciaire en Cour supérieure et demandait de surseoir à la décision accréditant le syndicat en attendant le jugement final.

Pour consulter le jugement de la CRT >>>>

La CSST n'augmentera pas son taux moyen de cotisation pour 2011

La CSST a pris la décision de maintenir la cotisation 2011 des employeurs à un taux moyen de 2,19 \$ du 100 \$ de masse salariale, soit au même niveau qu'en 2010.

Pour lire le communiqué de la CSST >>>>
Pour consulter la table des taux 2010 >>>>

30^e anniversaire de la Commission des normes du travail

Pour souligner cet événement, la Commission a publié dans son site Internet une liste de plusieurs dates importantes de l'histoire des normes du travail au Québec. On y apprend notamment que la Loi sur le salaire minimum est entrée en vigueur le 18 septembre 1940. >>>>

Le ministère des Transports collabore avec la Commission de la construction du Québec afin de lutter contre le travail au noir

Avec la nouvelle saison de travaux routiers qui s'amorce, les entrepreneurs, les sous-traitants et les travailleurs autonomes impliqués dans les grands chantiers routiers seront sous la loupe de la Commission de la construction du Québec (CCQ). Dans le numéro de mai 2010 de son bulletin Bâtir, destiné aux employeurs de l'industrie de la construction, la CCQ décrit les efforts qui seront déployés pour lutter contre le travail au noir et l'évasion fiscale sur les chantiers routiers. >>>>

Le Conseil du patronat du Québec décerne son Prix de carrière 2010 à Jacques Lamarre

Le Prix de carrière 2010 du Conseil du patronat du Québec (CPQ), qui en est à sa 28^e année, a pour objet de souligner l'apport exceptionnel d'une personnalité à la société québécoise. Cette année, l'honneur revient à M. Jacques Lamarre, ancien président et chef de la direction de SNC-Lavalin et maintenant conseiller stratégique chez Heenan Blaikie. Pour lire le communiqué du CPQ >>>>

Nomination à la Commission de la construction du Québec

Le 5 mai dernier, le Conseil des ministres nommait M. Aldo Miguel Paolinelli membre du conseil d'administration de la Commission de la construction du Québec.

Conseil des services essentiels

Le Conseil des ministres a nommé M. Robert Côté président par intérim du Conseil des services essentiels. M. Côté cumulera donc, à compter du 26 mai 2010, ses fonctions actuelles de vice-président à la Commission des relations du travail ainsi que celles pour lesquelles il vient d'être nommé.

FAITS SAILLANTS EN RELATIONS DU TRAVAIL

Les grèves sectorielles dans la fonction publique jugées illégales par la Cour supérieure

Dans son jugement rendu le 27 avril dernier, le juge Jean-Roch Landry a statué que le Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ) ne pouvait recourir à la grève sectorielle, telle qu'elle a été envisagée dans le cadre des présentes négociations du secteur public. Selon le juge, « si une grève partielle ou sectorielle était permise, cela rétablirait un déséquilibre et serait susceptible de prolonger les conflits de travail, ce qui irait à l'encontre de l'objectif du législateur lorsqu'il a adopté les dispositions anti-briseurs de grève ».

Henri Massé reprend du service

Le 6 mai dernier, la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) a annoncé l'embauche de son ancien président, M. Henri Massé, à titre de conseiller spécial. Celui-ci aura notamment la tâche de ramener l'harmonie au sein de la FTQ-Construction. La durée exacte de son mandat n'a pas été précisée.

Pour lire le communiqué de la FTQ >>>>


Échéance des conventions collectives dans l'industrie de la construction

Les quatre conventions collectives de l'industrie de la construction sont expirées depuis le 30 avril dernier. Les conditions de travail doivent être maintenues jusqu'à la signature des nouvelles conventions. De plus, tous les employeurs assujettis à la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction (Loi R-20) doivent continuer de transmettre, même en période de négociation, un rapport mensuel à la Commission de la construction du Québec (CCQ). Ce rapport inclut des informations sur leurs activités de construction.


Pour suivre l'avancement des négociations, il est possible de consulter les sites web des associations patronales et syndicales. >>>>

Nouvelles conventions collectives de travail


Imprimerie Mirabel

Une nouvelle convention collective a été conclue entre l'Imprimerie Mirabel et le Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 9868. Prenant fin en 2017, cette convention assure aux salariés du service de l'expédition des hausses salariales de 8 %, sans compter les montants forfaitaires. Pour lire le communiqué du syndicat >>>

Université du Québec à Trois-Rivières

Le personnel de soutien de l'Université du Québec à Trois-Rivières a accepté les termes d'une nouvelle convention collective de 5 ans. Ce nouveau contrat de travail prévoit notamment une prime aux employés devant utiliser une autre langue que le français dans leur travail. Pour lire le communiqué du syndicat >>>

General Cable de Saint-Jérôme

Après de longues négociations, General Cable et le Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier, section locale 589, ont signé une convention collective visant les salariés de la production et de l'entretien. Pour lire le communiqué du syndicat >>>

Arcelormittal

Près de 700 salariés syndiqués d'Arcelormittal ont accepté une nouvelle convention collective d'une durée de trois ans. À cette occasion, l'entreprise a pris l'engagement écrit de relancer le projet de construction d'une usine de poutrelles à Contrecoeur. Pour lire le communiqué du syndicat >>>

ESPACE MÉDIATION-CONCILIATION


L'intérêt grandissant pour l'amélioration des relations du travail au Québec requiert davantage l'intervention des médiateurs-conciliateurs du Ministère

Les services de la Direction générale des relations du travail du Ministère sont de plus en plus sollicités pour agir comme facilitateur afin de résoudre des difficultés rencontrées en cours de convention collective ou pour des réouvertures de contrats rendues nécessaires en raison du climat économique. Au cours de la dernière année, les interventions des médiateurs-conciliateurs du Ministère ont permis de conclure 331 conventions collectives et de régler 111 dossiers en amélioration des relations du travail (prévention), 22 dossiers en matière d'harcèlement psychologique et 15 cas de médiation préarbitrale de griefs.


La Direction générale des relations du travail du Ministère offre une gamme de services spécialisés aux parties en quête de soutien extérieur pour les aider à résoudre les difficultés liées à leurs négociations ou lorsque des problèmes surviennent dans les milieux de travail.

NOUVELLES D'ICI ET D'AILLEURS

Europe : vers un revenu minimum européen

Pour contrer la pauvreté dans les pays d'Europe, surtout en ce moment de crise, les députés européens proposent d'étudier les possibilités de mettre en place un revenu minimum au niveau européen. >>>

France : le ministre du Travail souhaite réduire de 25 % le nombre d'accidents du travail

Le 12 mai dernier, Éric Woerth, ministre du Travail, de la Solidarité et de la Fonction publique en France, a présenté son Plan Santé au travail 2010-2014 et les grands axes de la réforme des services de santé au travail. Pour son gouvernement, le développement de la santé au travail et l'amélioration des conditions de travail représentent des enjeux majeurs de la politique sociale des prochaines années. >>>

France : accord sur le harcèlement et la violence au travail adopté à l'unanimité

Visant à mieux prévenir le harcèlement et la violence au travail, l'accord^[1] reconnaît que certains modes de fonctionnement d'une entreprise sont susceptibles d'entraîner du harcèlement ou de la violence. Considérée comme une avancée majeure en matière de prévention du harcèlement, cette mesure s'inscrit dans la vision d'un des récents arrêts^[2] de la Cour de cassation, qui a fait l'objet d'un texte dans le précédent bulletin Info Travail.

PUBLICATIONS RÉCENTES

Au ministère du Travail

La présence syndicale au Québec en 2009^[1]. Ministère du Travail, Québec, mai 2010.

Les arrêts de travail au Québec, bilan de l'année 2009^[1]. Ministère du Travail, Québec, avril 2010.

Les ententes négociées. Résumés de conventions collectives par secteur d'activité signées ces derniers mois par des unités de négociation de plus de 50 salariés^[1]. Ministère du Travail, Québec, 30 avril 2010.

L'échéance des conventions collectives. Liste des conventions collectives de compétence québécoise expirant en août 2010^[1]. Ministère du Travail, Québec, 30 avril 2010.

Les horaires de travail des salariés au Québec : un portrait statistique. Ministère du Travail, Québec, mars 2010.

Les politiques particulières s'appliquant aux salariés âgés et les régimes de retraite ordinaires et spéciaux^[1]. Ministère du Travail, Québec, mars 2010.

Autres publications

Intensifier la lutte contre le travail des enfants – édition partielle^[1]. Rapport du Directeur général, Conférence internationale du Travail, 99^e session. Bureau international du travail, Genève, mai 2010.

Pour consulter l'étude complète en anglais >>>^[1]
Pour consulter le communiqué >>>^[1]

Résultats de l'Enquête sur la rémunération globale au Québec, collecte 2009^[1]. Institut de la statistique du Québec, Québec, mai 2010.

Risques émergents et nouvelles formes de prévention dans un monde du travail en mutation^[1]. Bureau international du travail (BIT), Genève, 2010.

Évolution du taux du salaire minimum au Québec et au Canada entre 2000 et 2010^[1]. Institut de la statistique du Québec, Québec, mai 2010.

Emploi, par région administrative, par région métropolitaine de recensement et ensemble du Québec, 1999-2009^[1]. Institut de la statistique du Québec, Québec, avril 2010.

Variation de l'emploi par rapport à l'année précédente, par région administrative, par région métropolitaine de recensement et ensemble du Québec, 1999-2009^[1]. Institut de la statistique du Québec, Québec, avril 2010.

Taux d'activité, par région administrative, par région métropolitaine de recensement et ensemble du Québec, 1999-2009^[1]. Institut de la statistique du Québec, Québec, avril 2010.

Taux d'emploi, par région administrative, par région métropolitaine de recensement et ensemble du Québec, 1999-2009^[1]. Institut de la statistique du Québec, Québec, avril 2010.

Taux de chômage, par région administrative, par région métropolitaine de recensement et ensemble du Québec, 1999-2009^[1]. Institut de la statistique du Québec, Québec, avril 2010.

*Enquête sur la population active*². Statistique Canada, mars 2010.

*Résultats de l'Enquête sur la rémunération globale au Québec, collecte 2008*². Institut de la statistique du Québec, Québec, Travail et rémunération, juillet 2009.

Le saviez-vous?

Le ministère du Travail diffuse dans son site Internet les projets de règlement publiés à la Gazette officielle du Québec. >>>

Des données sur la rémunération des employés syndiqués

L'Institut de la statistique du Québec publie dans son site Internet une mise à jour du tableau Qualité de l'emploi, section *Rémunération et conditions de travail*². On y trouve une foule d'informations intéressantes, dont des statistiques sur la *rémunération horaire moyenne des employés syndiqués*², selon diverses caractéristiques. Nous vous invitons à prendre connaissance de cette publication.

Abonnement aux nouveautés du Ministère

Il est possible de s'abonner aux nouveautés du ministère du Travail pour être informé des dernières parutions inscrites dans le répertoire du site Internet ministériel. Pour ce faire >>>

En perspective

La majorité des travailleurs québécois ne changeraient pas de place avec leur patron

Selon les résultats d'un *sondage CROP*² réalisé en avril dernier pour le compte de l'Ordre des conseillers en ressources humaines agréés, 53 % des travailleurs ne prendraient pas la place de leur patron. Dans 42 % des cas, ce désintéressement serait attribuable au trop grand nombre d'heures de travail effectuées par leurs supérieurs.

Entente en matière de sécurité sociale entre le Québec et l'Allemagne

Une entente en matière de sécurité sociale a été signée entre le ministre québécois des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, M. Pierre Arcand, et l'ambassadeur allemand au Canada, M. Georg Witschel. En plus de faciliter la mobilité de la main-d'œuvre, cette entente permet aux entreprises québécoises et allemandes de continuer de cotiser au régime de protection contre les accidents du travail et les maladies professionnelles du territoire d'origine, et ce, sans avoir à cotiser au régime applicable sur le territoire d'accueil. >>>²

Événement à surveiller

47^e Congrès annuel de l'Association canadienne de relations industrielles et Colloque international du Centre de recherche interuniversitaire sur la mondialisation et le travail

16 au 18 juin 2010 à l'Université Laval

Ce colloque international mettra l'accent sur les questions relatives à la représentation des travailleurs face aux réalités contemporaines du monde du travail. Le Ministère est partenaire de l'événement, lequel s'avère un lieu de rencontres et d'échanges fertiles entre spécialistes et chercheurs émérites, notamment en ce qui a trait à l'innovation et au développement des lois sur le travail. Pour l'occasion, Martine Poulin, du ministère du Travail, y présentera une conférence intitulée « L'effet du salaire minimum sur les travailleurs pauvres au Québec ». Pour plus de détails >>>²

Des chiffres qui parlent

En 2009, le nombre de conventions collectives en vigueur régies par le Code du travail s'élevait à 8 788. Ces conventions stipulent les conditions de travail de 974 920 salariés. La très grande majorité des conventions en vigueur est concentrée dans le secteur tertiaire (6 455) et elles visent 772 808 travailleurs, soit près de 80 % du total des salariés. Le secteur secondaire suit avec près du quart des conventions collectives (2 175), lesquelles assujettissent près de 20 % de l'ensemble des salariés.

- [Accessibilité](#)
- [Confidentialité](#)
- [Droits d'auteur](#)

Dernière modification : 2011-03-31

Québec 

© [Gouvernement du Québec](#), 2011